

Vous recevez ce courriel car vous êtes inscrit à notre liste de diffusion.

Si vous ne pouvez pas voir ce message correctement, [consultez-le par ce lien](#).

Communiqué  
Pour diffusion immédiate

## **Beauport 2020 : Des organismes dénoncent la « consultation maison » du Port de Québec et demandent la reprise de l'examen public indépendant**

**Québec, 20 février 2018** - Nature Québec, Équiterre, Accès Saint-Laurent Beauport, le Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM) et l'Initiative citoyenne de vigilance du Port de Québec dénoncent la nouvelle opération de relations publiques que tiendra ce mercredi le Port de Québec pour vendre son projet d'agrandissement Beauport 2020, maintenant destiné à recevoir des conteneurs.

Les groupes rappellent que tout comme les réservoirs de vrac prévus initialement, le projet de conteneur n'a aucune assise solide et sert de prétexte à l'agrandissement d'une ligne de quai qui aura des impacts majeurs sur la baie de Beauport et les milieux naturels du fleuve. Devant le changement impromptu de scénario du Port de Québec, les groupes demandent néanmoins la reprise complète du processus d'examen environnemental du projet par le biais d'une commission conjointe réalisée avec le Québec, selon les plus hauts standards de la réforme législative que vient d'annoncer Ottawa.

« En décembre, le Port a sorti de son chapeau une toute nouvelle utilisation pour son projet de quai. *Exit* le vrac solide et liquide et vive les conteneurs! Le tout, sans publier de nouvelle étude économique, ni de nouvelle étude d'impacts et sans que l'Agence canadienne d'évaluation environnementale ne tienne de nouvelles consultations. C'est une situation inacceptable ! », indique Christian Simard directeur général de Nature Québec.

« Lors des consultations sur le projet à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale canadienne, plusieurs groupes dont Équiterre ont déposé des expertises qui portaient essentiellement sur les impacts des réservoirs initialement prévus et le transport des produits chimiques et pétroliers. En ne tenant pas de nouvelles audiences sur le projet de conteneurs, on nous prive littéralement de notre droit de parole, sans compter tout le travail réalisé pour rien. Cela va de même pour l'Agence qui a dû en faire les analyses. Tant de travail perdu ! », poursuit Alizée Cauchon, responsable des relations gouvernementales chez Équiterre.

« Le projet change une fois de plus d'orientation sur sa raison d'être et le Port nous en informe à la dernière minute. Peut-on le croire ? D'autre part, le gouvernement du Canada ne montre aucun leadership et veut poursuivre le même processus d'évaluation

environnementale. Cela enlève toute crédibilité au processus, alors que ce même gouvernement veut accroître la confiance du public. C'est déconcertant ! », dénonce pour sa part Daniel Guay, d'Accès Saint-Laurent Beauport.

### **Y a-t-il un capitaine dans le bateau ?**

Les groupes sont plus que perplexes face à la justification économique du projet Beauport 2020. On semble avant tout vouloir bâtir un nouveau quai, sans répondre à des besoins réels, ni écouter les citoyens, acteurs économiques et groupes environnementaux. De fait, le projet pourrait entraîner le dragage de près d'un million de tonnes de sédiments, perturber les activités balnéaires de la baie de Beauport et avoir un impact majeur sur les milieux naturels et les espèces menacées, sans même avoir de clients.

« Où sont passés les clients et les cinq grandes banques supposément intéressés par les terminaux de vrac ? Se sont-ils subitement métamorphosés en clients pour des conteneurs ? Encore une fois, le Port de Québec navigue dans le brouillard et on se demande s'il y a un capitaine à bord. Quand on regarde d'autres projets comme les tristement célèbres silos à granules vides de l'Anse-au-Foulon, on est tentés de répondre que non », indique pour sa part Véronique Lalande de l'Initiative citoyenne de vigilance du Port de Québec.

Les groupes rappellent par ailleurs que l'Association des employeurs maritimes, dont les membres représentent quelque 80 % du marché du transport par conteneurs, s'oppose formellement à la nouvelle vocation que veut se donner le Port de Québec.

### **Ottawa et Québec doivent s'en mêler**

Les organismes demandent aux gouvernements fédéral et provincial de ramener l'administration portuaire de Québec à l'ordre et de s'entendre pour reprendre l'examen environnemental du projet en constituant une commission d'enquête conjointe tel que prévu dans l'Accord Canada-Québec sur l'évaluation environnementale.

Les groupes signataires du communiqué seront présents en après-midi à l'activité du Port Québec pour réagir en direct à son opération de relations publiques.

-30-

### **Renseignements**

Gabriel Marquis  
Responsable des communications pour Nature Québec  
581 307-8613  
Gabriel.marquis@naturequebec.org